



Annuaire Français de Relations Internationales
AFRI 2003, volume IV
Editions Bruylant, Bruxelles

KORB Lawrence J., "Problèmes de sécurité dans un nouvel ordre mondial", AFRI
2003, volume IV

Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/korb2003.pdf>

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : centre.thucydide@afri-ct.org

PROBLÈMES DE SÉCURITÉ DANS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

PAR

LAWRENCE J. KORB (*)

Pendant la Guerre froide, les Etats-Unis et l'Europe considéraient que l'expansionnisme de l'Union soviétique constituait la menace la plus importante à leur paix et leur sécurité. Cette vue partagée sur la nécessité de contenir l'URSS a permis au partenariat transatlantique de rester viable et fort pendant près de cinquante ans. Néanmoins, cette convergence ne doit pas occulter les différences profondes qui ont existé entre les Etats-Unis et l'Europe, y compris sur la manière de contenir l'URSS. Durant les cinquante années de la Guerre froide, ces différences se sont retrouvées dans un certain nombre de domaines.

De nombreux gouvernements européens ont été en désaccord avec les Etats-Unis sur des problèmes tels que la politique américaine envers la Chine et Cuba, la guerre contre le Vietnam, la réticence des Etats-Unis à partager la technologie des armes nucléaires avec les autres membres de l'Alliance, les invasions américaines de la République Dominicaine en 1966 et de Grenade en 1983, le soutien aux Contras au Nicaragua et l'Initiative de Défense Stratégique (IDS) du Président Reagan. Les Européens se sont également posé la question de savoir si les Etats-Unis étaient prêts à risquer l'anéantissement de villes américaines pour empêcher l'attaque des capitales d'Europe de l'Ouest. Pour sa part, le gouvernement américain s'est opposé à l'invasion franco-anglaise du Suez en 1956, à l'*Ostpolitik* allemande ou à l'accord entre l'URSS et les gouvernements d'Europe de l'Ouest sur un gazoduc entre la Russie et l'Europe occidentale. De plus, des proportions importantes de la population, aux Etats-Unis comme en Europe, ont approuvé les positions des gouvernements européens : ainsi, des milliers d'Européens et d'Américains sont descendus dans la rue, dans leurs propres pays, pour protester contre le rôle de l'Amérique dans la guerre du Vietnam, ainsi que contre les projets du gouvernement Reagan pour introduire les missiles Pershing et Cruise en Europe.

Les gouvernements européens n'ont cependant pas toujours été tous unanimes sur ces problèmes. De manière générale, les Britanniques ont été plus proches des Etats-Unis, tandis que les Français ont eu plus de difficultés

(*) Council on Foreign Relations (Washington).

avec certaines positions américaines. La France a d'ailleurs quitté la structure militaire de l'OTAN en 1966 à cause de divergences avec les États-Unis quant au rôle du désarmement nucléaire et du recours à la force. Quant aux Allemands et aux pays plus petits, ils se sont habituellement rangés quelque part entre les positions respectives de la France et de la Grande-Bretagne.

Dans la première décennie qui a suivi la fin de la Guerre froide, il est apparu que les États-Unis et l'Europe avaient des vues différentes sur les principaux problèmes de sécurité concernant l'Occident, ainsi que sur la manière de les traiter. Les États-Unis pensaient que ces problèmes proviendraient des « États-voyous », c'est-à-dire l'Iran, l'Iraq, la Syrie, la Libye, Cuba et la Corée du Nord et, afin d'y remédier, ont développé une stratégie de double *containment* régional (MRC) et maintenu un budget élevé de dépenses militaires : ainsi, pendant les années 1990, les dépenses des États-Unis pour la défense se sont élevées, en termes réels, à 85 % de leur niveau de la Guerre froide et le Président Clinton a quitté ses fonctions avec un budget de la défense dépassant en termes réels celui des Présidents Nixon, Ford ou Carter.

Les Européens croyaient quant à eux que le principal problème de sécurité venait d'États « faillis » comme la Yougoslavie et de désastres humanitaires comme ceux qu'a connus le Rwanda. En conséquence, ils ont regimbé contre la mauvaise volonté des États-Unis de s'impliquer dans ces situations et contre la réticence américaine à voir les Nations Unies prendre des mesures appropriées. En 1995, la passivité des États-Unis a rendu le Président Jacques Chirac tellement amer qu'il déclara que le poste de dirigeant mondial était vacant. Alors que le budget militaire des États-Unis est resté approximativement à un niveau de Guerre froide, les gouvernements européens ont laissé chuter leurs dépenses dans ce secteur : à la fin des années 1990, le budget de la défense aux États-Unis représentait environ le double des budgets de tous les gouvernements européens réunis.

Néanmoins, dans cette première décennie post-Guerre froide, les États-Unis et l'Europe ont relativement bien travaillé pour gérer les crises internationales. Pendant le printemps et l'été 1995, quand les Serbes ont pris en otage des soldats des Nations Unies et ont commis des atrocités contre les civils à Srebrenica, Américains et Européens ont agi ensemble pour créer la force militaire (IFOR puis SFOR) qui est intervenue en Bosnie. Au demeurant, les Européens ont fourni plus de personnel militaire à l'IFOR et à la SFOR que les États-Unis.

De la même manière, les États-Unis et l'Europe ont travaillé ensemble à l'élargissement de l'OTAN en admettant trois pays en 1999 (Hongrie, Pologne et République Tchèque). En mars 1999, l'OTAN a mené avec succès une campagne aérienne qui a empêché les Serbes de procéder au nettoyage ethnique du Kosovo, puis a envoyé une force terrestre (KFOR) pour protéger cette province : si les États-Unis ont joué un rôle prépondérant

dans la guerre aérienne contre le Kosovo, les Européens ont fourni la plupart des forces terrestres qui stationnent encore dans la zone et ont en outre assumé la responsabilité d'assurer la sécurité des secteurs les plus dangereux du Kosovo.

LE GOUVERNEMENT BUSH ET L'EUROPE

Depuis l'arrivée du gouvernement Bush à Washington, les relations entre l'Europe et les Etats-Unis se sont détériorées rapidement. Robert Kagan, défenseur de la politique étrangère du gouvernement Bush (1), a souligné combien, dès qu'il s'agissait de traiter avec l'Europe, le gouvernement faisait preuve d'une grande susceptibilité. La vraie question est de savoir si la détérioration des relations américano-européennes est le fruit de l'attitude et des actions d'un gouvernement particulier ou si elle est le résultat d'une divergence profonde entre les deux côtés de l'Atlantique quant au moyen de faire face aux menaces actuelles contre la sécurité.

Les relations entre le gouvernement Bush et l'Europe peuvent être divisées en trois phases : la première a duré de l'entrée en fonction de Bush en janvier 2001 aux événements tragiques du 11 septembre de la même année; la deuxième s'étend du 11 septembre à la fin 2001; la troisième a débuté en 2002 et dure encore.

Durant la première phase, le message du gouvernement Bush était : « *vous avez besoin de nous, plus que nous n'avons besoin de vous* » (2). L'idée qui en découlait était que les Etats-Unis ne poursuivraient que leurs intérêts propres : si les Européens voulaient se joindre à eux, les Etats-Unis continueraient à faire ce qu'ils avaient à faire de façon multilatérale. Richard Haas, le directeur du Policy Planning, a dénommé cette approche « *le multilatéralisme à la carte* ». Les Etats-Unis ont par ailleurs averti les Européens que s'ils ne pensaient pas comme eux, eux continueraient d'agir seuls, sachant qu'ils possèdent suffisamment de puissance économique et militaire pour atteindre des objectifs de façon unilatérale.

Pendant cette première phase, le gouvernement Bush a rejeté cinq traités dans plusieurs domaines : du réchauffement de la planète au trafic mondial d'armes légères, en passant par le projet de Cour Pénale Internationale. De plus, il a mis à mal, mis de côté, bloqué, voire sapé plusieurs initiatives dans le domaine du désarmement et de l'*arms control*. Ainsi, le nouveau Président ne s'est pas contenté de montrer qu'il chercherait à développer un système robuste de missiles balistiques de défense, sans se soucier des contraintes du Traité ABM ni des traités sur l'espace : il a aussi affirmé qu'il ne soumet-

(1) Robert KAGAN, « Power and Weakness », *Policy Review*, juin-juillet 2002, pp. 3-28.

(2) Pour une analyse complète de cette citation, cf. Lawrence J. KORB/Alex TIERSKY, « The End of Unilateralism? Arms Control after September 11 », *Arms Control Today*, octobre 2001, pp. 3-7.

trait pas le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) au Sénat pour ratification, qu'il ne s'engagerait pas à ne plus conduire d'essais nucléaires à l'avenir, ni ne financerait des inspections de sites pour la mise en place du CTBT; il a rejeté le protocole à la Convention sur les armes biologiques, a rayé les fonds aux Programmes de réduction coopérative des menaces et suspendu les négociations avec la Corée du Nord. De plus, des membres du gouvernement Bush ont évoqué un retrait des forces de stabilisation américaines des Balkans et du Sinaï.

A l'origine, les événements tragiques du 11 septembre 2001 ont semblé marquer la fin de l'unilatéralisme extrême des neuf premiers mois du gouvernement Bush : pendant l'automne 2001, les Etats-Unis ont commencé à travailler en coopération avec d'autres pays, pour essayer d'assécher les ressources financières du réseau Al Qaïda, ainsi que pour mettre en commun un réseau d'informations qui permettrait aux Etats-Unis et aux autres pays de prévenir des attentats terroristes en arrêtant les suspects; les Etats-Unis ont également travaillé avec la communauté internationale afin de contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan et de créer une Force de stabilisation internationale (ISAF), afin d'assurer la sécurité du gouvernement d'intérim du Président Hamid Karzaï. Plusieurs pays ont fourni des forces militaires à la campagne dirigée par les Etats-Unis contre les Talibans et Al Qaïda en Afghanistan. Au total, à peu près 90 pays, dont les membres de l'OTAN et de l'Union Européenne, ont coopéré avec les Etats-Unis. Dans la campagne contre les Talibans en Afghanistan, onze pays européens ont pris part aux opérations terrestres, dix aux missions aériennes, neuf aux opérations navales.

Malheureusement, cette phase multilatérale fut de courte durée. Le Président américain a brusquement changé de route dans son discours sur l'état de l'Union : non seulement il ne fit pas mention de la contribution des autres nations à la guerre, mais il étendit également la guerre contre le terrorisme à la guerre contre le mal, désignant l'Iran, l'Iraq et la Corée du Nord comme l'axe des Etats dangereux, sans consulter aucun de ses alliés – ni même son propre Département d'Etat. De plus, dans les premiers mois de l'année 2002, les Etats-Unis ont dénoncé le Traité ABM, retiré leur signature du Traité créant la Cour Pénale Internationale et quitté la conférence sur le protocole de la Convention des armes biologiques.

L'attitude actuelle du gouvernement Bush envers l'Europe, et le reste du monde, trouve sa meilleure illustration dans deux documents préparés pour le Congrès : l'examen de la posture nucléaire (*Nuclear Posture Review*, NPR), et la Stratégie de sécurité nationale (*National Security Strategy*, NSS).

La NPR, publiée au printemps 2002, indique que les Etats-Unis envisagent de développer une nouvelle génération de petites armes nucléaires afin de les utiliser contre des cibles souterraines renforcées ou des bunkers (aux-

quels les terroristes ou les dirigeants d'« Etats-voyous » auraient éventuellement recours pour se protéger), ainsi que contre leurs systèmes de commande et de contrôle ou contre des armes chimiques ou biologiques. Cette stratégie n'abaisserait pas seulement, potentiellement, le seuil d'emploi d'armes nucléaires; elle pourrait également nécessiter que les Etats-Unis reprennent leurs essais nucléaires.

Le deuxième document, sur la Stratégie Nationale de Sécurité, publié à la fin septembre 2002, contient deux affirmations : premièrement, les Etats-Unis privilégieront désormais les frappes préventives plutôt que la dissuasion pour traiter les menaces pesant contre leur sécurité; en second lieu, la politique des Etats-Unis est à présent de conserver suffisamment de puissance militaire pour qu'aucune nation (ou groupe de nations) ne puisse jamais concurrencer sa domination militaire.

RÉACTION À L'UNILATÉRALISME DU GOUVERNEMENT BUSH

Les Européens ont évidemment été déçus de ce que le gouvernement Bush revienne si vite à son attitude d'avant le 11 septembre (3). Après tout, dans la vague des attentats du 11 septembre 2001, le quotidien français *Le Monde* avait proclamé : « nous sommes tous des Américains ». Et qui plus est, dans les jours qui ont suivi les attentats, sous la pression de ses membres européens, l'OTAN fit la démarche sans précédent d'invoquer l'article V du Traité de l'Atlantique-Nord, faisant ainsi des attentats une attaque contre l'Alliance entière et pas seulement contre les Etats-Unis.

Les Européens n'ont pas été les seuls à être déçus de ce retour rapide à un unilatéralisme extrême. De nombreux Américains, à la fois à l'intérieur du gouvernement, au sein de la communauté d'experts en politique étrangère et dans le public informé, se sont alarmés de cette tendance (4). Ce désaccord avec l'approche internationale du gouvernement Bush est apparu au grand jour dans la manière dont le Président a traité avec l'Iraq. A l'intérieur du gouvernement, les unilatéralistes, dirigés par les « faucons » du Pentagone que sont le Secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz, ainsi que le sous-Secrétaire d'Etat pour l'*arms control* John Bolton, ont reçu un soutien puissant à l'intérieur du gouvernement en la personne du vice-Président Cheney. Surtout présents au Département d'Etat, les multilatéralistes, incarnés par le Secrétaire d'Etat Colin Powell et son adjoint Richard Armitage, ont trouvé un soutien au sein de la plupart des civils et des militaires de carrière, ainsi que dans toute la

(3) Cf. par exemple Harold MUELLER, « Europe and the Axis of Evil », *Center for International Trade and Security*, été 2002.

(4) Pour un bon débat sur les vues différant de l'approche internationale de Bush, cf. « Rumsfeld's War and Powell's Battle », *Newsweek*, 16 septembre 2002, pp. 20-31.

bureaucratie de la Sécurité nationale. La Conseillère à la Sécurité nationale, Condoleezza Rice, qu'on pensait être dans le camp de Powell dans les premiers jours du gouvernement, s'est rapprochée de plus en plus de l'approche unilatéraliste après le 11 septembre (5).

La plupart des experts en politique étrangère penchent pour la position de Powell. Cela est devenu évident durant l'été 2002, quand Brent Scowcroft, conseiller à la Sécurité nationale pour le Président George Bush et mentor de C. Rice, ainsi que James Baker, le Secrétaire d'Etat du premier Président (B3)Bush(B4), ont tous deux écrit des éditoriaux sommant le gouvernement de travailler avec la communauté internationale sur le problème de l'Iraq. Cette position fut soutenue par Richard Holbrooke, ambassadeur aux Nations Unies sous Clinton et intellectuel Démocrate prépondérant en politique étrangère.

Les unilatéralistes ont le soutien des vétérans néo-conservateurs du gouvernement Reagan : ceux-ci incluent dans leurs rangs le Secrétaire à la Défense de Reagan, Caspar Weinberger, son Secrétaire d'Etat, George Schultz, Jeane Kirkpatrick, son ambassadrice à l'ONU, ainsi que Richard Perle et Ken Adelman, membres délégués du cabinet sous Reagan.

Les experts en politique étrangère du Congrès, tant Républicains que Démocrates, tels que les Sénateurs Richard Lugar (R-IN), Chuck Hagel (R-NE) et Joseph Biden (D-DE), soutiennent la position de Powell sur la collaboration avec les alliés, particulièrement avec les Européens. Les membres du Congrès venant du Sud, comme les Sénateurs Trent Lott (R-MS), John Kyl (R-AZ) et Zell Miller (D-GA) et les élus de la Chambre comme Tom Delay (R-TX), soutiennent fortement la position du « cavalier seul » de Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz en faveur d'une frappe préventive.

Il est intéressant de constater que la plupart des Américains sont proches de la position de Powell. Une faible majorité d'Américains soutient une action militaire contre l'Iraq. Ils sont moins de 50 % à approuver une guerre contre l'Iraq sans l'autorisation des Nations Unies ni le soutien des alliés des Etats-Unis.

Les « faucons » de la Défense ne sont pas unanimes dans leur soutien à l'approche du gouvernement Bush envers les menaces à la sécurité des Etats-Unis. Les doctrines de la primauté des frappes préventives mettent mal à l'aise de nombreux partisans traditionnels de la ligne dure. Ces détracteurs, tels John Mearsheimer, Steve Van Evra ou Barry Posen croient que la première menace contre la sécurité des Etats-Unis est le réseau Al Qaïda. En conséquence, ils se posent des questions sur l'idée de Bush d'étendre une guerre contre Al Qaïda à une guerre contre toutes les organisations terroristes – d'une portée mondiale –, jusqu'à une guerre contre le mal. Ils sont

(5) Nicholas LEHMAN, « Without a Doubt : How the White House Changed Condoleezza Rice », *The New Yorker*, 14-21 octobre 2002, pp. 164-179.

préoccupés par le fait qu'une expansion unilatérale des objectifs de la guerre ne fasse perdre à la campagne contre Al Qaïda son objectif et ne provoque l'aliénation des gouvernements dont les Etats-Unis ont besoin pour éliminer les cellules d'Al Qaïda. Ils craignent également que chercher à maintenir une supériorité militaire unilatéralement ne conduise à une réaction d'autres nations ou groupes de nations. Ces réalistes sont beaucoup plus proches d'une perspective de l'équilibre du pouvoir à la Hans Morgenthau (6).

CAUSES ET CONSÉQUENCES

Quelles sont les causes de cette divergence entre les vues européennes et américaines sur la sécurité et quelles sont ses implications ? Est-ce un phénomène permanent ou temporaire ? Résulte-t-il des actes et des attitudes d'une seule administration ? Quelles en sont les conséquences à court et à long terme pour les Etats-Unis, l'Europe, le reste du monde ? Si un débat est en cours aux Etats-Unis sur les menaces stratégiques, une autre interrogation est soulevée sur le sens de la divergence.

Robert Kagan, du Carnegie Endowment, a la vision la plus pessimiste de la différence entre les approches européennes et américaines des problèmes de sécurité (7). Selon lui, sur la question essentielle de la puissance en politique internationale, les perspectives américaines et européennes s'écartent, mais cette divergence, loin d'être éphémère, ne vient pas de la politique de l'Administration Bush : la distance entre l'Europe et les Etats-Unis quant aux politiques étrangères et aux politiques de défense est permanente. Kagan soutient que les factions en conflit de l'Administration Bush ont plus de points communs que Powell n'en a avec ses homologues en France et en Grande-Bretagne ; quand il s'agit de recourir à la force, les Démocrates américains ont plus de points communs avec les Républicains qu'avec les Socialistes européens et les Sociaux-Démocrates.

L'origine de ces différences de culture stratégique ne se trouve aucunement dans les caractères nationaux de chaque côté de l'Atlantique. Selon Kagan, il existerait deux autres sources. Premièrement, les puissances respectives de l'Europe et des Etats-Unis ont évolué : au XIX^e siècle, les pays européens étaient forts et les Etats-Unis relativement faibles ; désormais, les rôles sont inversés. La seconde source est idéologique : à cause de l'expérience historique unique de la période suivant la Seconde Guerre mondiale, qui n'a pas été partagée par les Etats-Unis, l'Europe a développé un ensemble d'idéaux sur le rôle et la moralité de la puissance différents de ceux des Etats-Unis.

(6) Pour une bonne exposition des vues des réalistes, cf. Nicholas LEHMAN, « The War on What : The White House and the Debate About Whom to Fight Next », *The New Yorker*, 16 septembre 2002, pp. 36-44.

(7) Robert KAGAN, « Power and Weakness ».

Kagan rejette l'argument de quelques Européens selon lequel le souci des Américains d'une sécurité absolue serait excessif. Les Européens ont vécu côte à côte avec le mal pendant des siècles, dit-il, et leur tolérance à certaines menaces du type de celle posée par Saddam Hussein est plus grande. Il avance que la tolérance accrue de l'Europe aux dangers est une nécessité due à sa faiblesse relative. De plus, parce que l'Europe est faible, les « Etats-voyous » ne constituent pas pour elle une menace comparable à celle qui vise les Etats-Unis. Selon lui, la raison principale de la divergence de vues entre l'Europe et les Etats-Unis réside dans la détermination des Etats-Unis à exercer leur pouvoir de façon unilatérale s'il le faut, ce qui constitue une menace pour les conceptions européennes. Que les Etats-Unis exercent ainsi leur puissance démontre de façon convaincante que les nouveaux idéaux de l'Europe ne sont pas universels.

Robert Kagan conclut que chaque camp devrait faire des efforts pour combler ce fossé : l'Europe pourrait augmenter ses capacités militaires et les Etats-Unis pourraient montrer une compréhension plus grande des sensibilités européennes ainsi que, globalement, une certaine générosité d'esprit. Il espère qu'un début de compréhension pourra apporter beaucoup d'améliorations, mais il ne croit pas que cela réglera les problèmes liés à l'Alliance atlantique et – ce qui est plus important – il ne redoute pas les conséquences de cet éloignement pour les Etats-Unis.

Les vues de Kagan ne font pas l'unanimité chez les autres analystes, même aux Etats-Unis. Anatol Lieven, son collègue au Carnegie Endowment, reconnaît que l'article de Kagan est une présentation intelligente et claire de l'idéologie de l'Administration Bush, mais trouve celle-ci arrogante (8). S'il est vrai que la position de l'Europe est influencée par sa relative faiblesse militaire, il n'en découle pas que ses arguments soient faux. Alors que les Etats-Unis s'interrogent sur ce qu'ils pourraient faire au Moyen-Orient et dans le golfe Persique, ils pourraient bénéficier de l'expérience française en Algérie et de celle des Anglais au Kenya : Lieven souligne ainsi que la France s'est retirée de l'Algérie non parce qu'elle était trop faible pour la garder, mais parce que les coûts humains, moraux et financiers de l'occupation dépassaient de loin le profit que l'Algérie apportait à la France ; de même, les Britanniques ont pris une décision similaire après avoir écrasé la révolte des Mau Mau au Kenya.

Lieven démontre également que l'image de Kagan d'un monde inspiré de Hobbes, où un Etat s'oppose à un autre, n'est pas vraie pour la plus grande partie du globe. De plus, dans les endroits où existent des Etats de type hobbesien, les intérêts des Etats-Unis ne sont pas, en général, concernés. En Asie de Sud, où ceux-ci sont profondément engagés, la situation a été maintenue sous contrôle par un mélange de diplomatie américaine et européenne.

(8) Anatol LIEVEN, « The End of the West ? », *Prospect Magazine*, septembre 2002.

Lieven remarque également que si l'Europe est incapable de fournir des forces militaires pour combattre l'Iraq ou s'y refuse, les États-Unis ne pourront réussir à destituer Saddam sans recourir aux bases aériennes et aux droits de survol européens. En outre, en laissant les forces d'invasion des États-Unis utiliser ces bases, l'Europe deviendrait la cible d'attentats terroristes à venir.

Charles Kupchan, du Council on Foreign Relations, a pris position dans le débat (9). Il affirme que les intérêts durables des États-Unis se trouveront profondément grevés par ce désaccord. A long terme, selon lui, la suprématie des États-Unis a bien moins de pérennité que ce que des gens comme Kagan ne le pensent : elle commence même à diminuer. De plus, la concurrence qui émerge face aux États-Unis n'est pas celle de la Chine, ni du monde islamique, mais de l'Europe, plus particulièrement de l'Union européenne. Au lieu de l'Europe faible décrite par Kagan, Kupchan voit une Europe unie, en train de fédérer les ressources de ses États-membres ; il prédit que la production économique de l'Europe égalera bientôt celle des États-Unis et que l'euro concurrencera le dollar. Il envisage aussi l'adoption de politiques étrangères et de défense communes par l'Europe et la construction des forces armées capable d'agir indépendamment des États-Unis.

Pour Kupchan, l'Histoire a accompli un cercle : les treize colonies ont rompu avec l'Empire britannique ; après qu'elles sont devenues un seul pays, elles ont concentré assez de puissance pour éclipser l'Europe. Désormais, l'Europe est en cours d'unification et se détachera d'une Amérique avide de domination mondiale. Quand cela arrivera, l'Europe sera le concurrent principal de la *Pax Americana* et l'Occident sera divisé.

Alors, quelle est la solution ? Premièrement, les États-Unis devraient tirer profit de leur position actuelle pour créer un climat qui protégera leurs intérêts à long terme. Comme le conclut Henry Kissinger dans son livre le plus récent, *Does America Need a Foreign Policy?* (10) : « le défi ultime posé à l'Amérique est de transposer son pouvoir sur le plan d'un consensus moral, qui promouvrait ses valeurs, non en les imposant, mais en les faisant accepter librement, dans un monde qui en dépit de sa résistance apparente a désespérément besoin d'un guide éclairé ». Dans son nouveau livre *The Paradox of American Power : Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, Joseph Nye affirme, comme Kupchan, que si les États-Unis détiennent actuellement une puissance suprême, cette position est temporaire : les États-Unis devraient saisir l'occasion offerte par ce moment d'unipolarité pour tisser un réseau complexe d'alliances qui attacherait leurs intérêts au reste du monde (11).

(9) Charles KUPCHAN, « The End of the West », *The Atlantic Monthly*, novembre 2002, pp. 42-44.

(10) Henry KISSINGER, *Does America Need a Foreign Policy : Toward a Diplomacy for the 21st Century*, Simon and Schuster, New York, 2001, p. 288.

(11) Cité par LEHMAN, « The War on What », p. 39.

En second lieu, les Etats-Unis devraient trouver un nouvel objectif pour l'Alliance atlantique. Alors que l'OTAN et l'UE s'accroissent de la Baltique à la mer Noire et que les relations entre la Russie et l'Occident s'améliorent, l'Europe n'est plus menacée de l'intérieur. Néanmoins, comme le remarquent Ronald Asmus et Kenneth Pollack, cela ne signifie pas que l'Europe et l'Amérique soient en sécurité (12). L'Europe et les Etats-Unis doivent à présent faire face à de nouvelles calamités, qu'Asmus et Pollack dénomment « *le terrorisme, les armes de destruction massive, les migrations de masses, les Etats-voyous et faillis, et le danger de rupture des lignes économiques vitales pour le monde* ».

Au contraire de Kagan, qui pense que l'Europe ne sera pas la cible des terroristes, Asmus et Pollack soulignent que l'on a des preuves de complots terroristes antérieurs contre l'Europe par des groupes comme Al Qaïda. De plus, alors que les Etats-Unis augmentent leur capacité à assurer la sécurité de leur territoire, l'Europe n'en sera que plus menacée. Finalement, l'Europe peut être plus facilement touchée que les Etats-Unis par un missile balistique de moyenne portée venant d'un « Etat-voyou » du Moyen-Orient. Asmus et Pollack soutiennent que la menace terroriste est concentrée dans une zone géographique précise, qu'ils appellent le grand Moyen-Orient : cette région s'étend de l'Afrique du Nord, de l'Égypte et d'Israël à l'Est, traverse le golfe Persique jusqu'à l'Afghanistan et le Pakistan.

Afin de faire face à ce nouveau défi, les Etats-Unis et l'Europe ont besoin d'une stratégie plus large qu'une campagne militaire contre un pays isolé comme l'Iraq. Ils doivent travailler ensemble pour amener des changements politiques et économiques dans toute la région, si cette opposition doit être réduite comme l'a été celle de l'URSS et de ses alliés.

Asmus et Pollack formulent cinq suggestions précises pour mettre en œuvre cette nouvelle stratégie. D'abord, les alliés doivent maintenir leur engagement à reconstruire la nation afghane. Ensuite, les Etats-Unis et l'Europe doivent surmonter leurs différences et mener un effort plus déterminé et soutenu pour traiter le conflit israélo-palestinien. En troisième lieu, l'OTAN devrait amener un changement de régime en Iraq. En quatrième lieu, les Etats-Unis et l'Europe doivent accélérer le processus d'évolution du régime en cours en Iran. Finalement, ils devraient promouvoir un changement de régime parmi les gouvernements autoritaires qui sont actuellement leurs alliés et leurs amis.

De la même manière que ni les Etats-Unis ni l'Europe seuls n'auraient pu contenir l'expansionnisme soviétique, aucun d'eux ne pourra traiter cette

(12) Ronald A. ASMUS/Kenneth M. POLLACK, « The New Transatlantic Project », *Policy Review*.

nouvelle menace commune de façon indépendante : ils ont triomphé de l'Union soviétique grâce à une stratégie intégrée, politique, économique et militaire; ils n'ont pas de raison de ne pas agir de même face à la menace terroriste.